

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

LES PROJETS D'ALUMINERIES AU QUÉBEC ET AU MANITOBA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'ai une question pour le vice-premier ministre. Au cours du week-end, le premier ministre a annoncé que le gouvernement appuie le projet d'aluminerie à Sept-Îles dans sa circonscription au Québec.

Le gouvernement sait-il qu'un autre consortium, Alumax, étudie la possibilité d'implanter une aluminerie au Manitoba? La déclaration que le premier ministre a faite au cours du week-end va avoir de graves répercussions sur la décision relative à cette fonderie, en ce sens qu'elle favorise une région plutôt qu'une autre.

Pourquoi le premier ministre a-t-il fait cette annonce avant que le gouvernement n'ait pu entreprendre les études appropriées de faisabilité, dévoiler une politique d'aide aux alumineries et s'assurer que les efforts et les ressources consacrés à ce genre d'initiatives sont les mêmes dans toutes les régions du Canada?

[Français]

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, quand on parle du groupe qui a fait une proposition pour établir une aluminerie à Sept-Îles, il est entendu que le gouvernement regarde d'un oeil très favorable l'implantation de cette usine-là à Sept-Îles. C'est une région qui a été très durement touchée au cours de la dernière récession. Cela ne veut pas dire d'aucune façon qu'on n'est pas disposé à regarder d'autres régions du pays. Cela ne veut pas dire non plus que la décision a été prise. Cela veut dire qu'on regarde d'un oeil très favorable la proposition qui nous a été faite par les promoteurs, un consortium international qui veut s'établir à Sept-Îles. Et puis, s'ils veulent aller de l'avant, il est entendu que le gouvernement va appuyer cette démarche, mais on va appuyer d'autres démarches dans le même sens, dans beaucoup d'autres régions du pays.

[Traduction]

LE PROJET DU MANITOBA—ON DEMANDE L'AIDE FÉDÉRALE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je pose une question sérieuse, à savoir si le gouvernement a l'intention de promouvoir deux énormes alumineries au Canada alors que le marché d'exportation est presque saturé.

Ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Le gouvernement conservateur du Manitoba a déjà demandé l'appui et l'approbation du gouvernement fédéral au sujet de l'aluminerie manitobaine, mais il n'a eu ni réponse, ni aide, ni promesse de ressources pour ce projet. Pour faire preuve de pondération, de justice et d'équité, le gouvernement est-il disposé à promouvoir le projet manitobain avec la même ardeur qu'il déploie dans le cas de celui de Sept-Îles?

Questions orales

[Français]

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je ne comprends pas mon collègue qui semble s'opposer à la création d'emplois, au développement économique à travers le pays. Le gouvernement a toujours dit qu'on était pour créer des emplois. C'est exactement ce qu'on tente de faire. On tente de créer des emplois où il y a un véritable potentiel pour créer des emplois, puis on va appuyer les projets, au fur et à mesure que ceux-ci nous seront présentés, dans toutes les régions du pays, comme on l'a fait depuis quatre ans.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'INCIDENCE DES TAUX D'INTÉRÊT SUR L'EMPLOI

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): C'est au ministre des Finances que je m'adresse, monsieur le Président. Selon une analyse du Conseil économique, une baisse de 1 p. 100 des taux d'intérêt aux États-Unis et au Canada se traduirait par une augmentation de quelque 84 000 emplois au Canada d'ici 1990. Le ministre pourrait-il nous dire combien d'emplois coûteront au Canada les hausses considérables des taux d'intérêt survenus la semaine dernière au Canada et aux États-Unis?

• (1440)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Si le député est honnête envers lui-même et les Canadiens, monsieur le Président, il devra percevoir bien davantage dans cette étude du Conseil économique, y compris certains aspects que le député préférerait vraisemblablement passer sous silence.

Si le député voulait exposer à la Chambre tout le problème, il ajouterait que si nous ne nous attaquons pas dès maintenant au problème de l'inflation, nous risquons de voir les taux d'intérêt augmenter d'une façon beaucoup plus permanente, ce qui entraînerait des conséquences beaucoup plus fâcheuses sur le barème des prix chez nous, ainsi que sur la faculté de notre pays de soutenir la concurrence étrangère et, partant, de créer des emplois.

J'ai déjà dit à maintes reprises à la Chambre que nous nous efforçons de prévenir cette situation grâce à la politique des taux d'intérêt qu'applique actuellement la Banque du Canada.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): En l'occurrence, monsieur le Président, les taux d'intérêt augmentent à la fois au Canada et aux États-Unis. D'après lui, combien d'emplois toutes les régions du Canada risquent-elles de perdre en comparaison de ce qu'elles perdraient autrement? Combien d'emplois sa politique va-t-elle coûter à notre pays?